

---

## Impact de la crise économique en République Centrafricaine: Analyse quantitative et qualitative

Léa Salmon, Josias Tebero, et Quentin Wodon\*

---

### Résumé

Cet article analyse l'impact de la crise économique sur la situation des ménages en République centrafricaine en se basant sur une analyse quantitative de la dernière enquête auprès des ménages et une analyse qualitative basée sur des données provenant de groupes de discussion. Trois principales conclusions émergent de l'analyse quantitative. Premièrement, l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires devrait avoir eu un impact limité sur la plupart des ménages, essentiellement parce qu'une bonne partie de la population ne consomme pas de quantités importantes des denrées dont les prix ont augmenté sur les marchés mondiaux. Deuxièmement, la majorité des ménages a tendance à être affectée par une grande variété de chocs. Troisièmement, les mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages peuvent compter pour faire face aux chocs sont limités. L'analyse qualitative révèle une image un peu différente puisque les groupes de discussion suggèrent que la crise a eu un impact négatif important sur eux. Les mauvaises conditions climatiques ont aussi joué un rôle dans la détérioration des conditions de vie des ménages. Les groupes de discussion confirment la faiblesse des mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages pouvaient compter en cas de choc. Ainsi, si l'impact de la crise sur la population a été moins important en comparaison à d'autres pays, en raison de l'isolement relatif de la RCA des marchés mondiaux, il a tout de même été significatif.

**Mots-clés :** Pauvreté, crise économique, République Centrafricaine.

**Classification:** I32

### Impact of the Economic Crisis in the Central African Republic: Quantitative and Qualitative analyses

#### Abstract

This article analyses the impact of the economic crisis (including the increase in food prices) on the well-being of household in the Central African Republic, relying on both a quantitative analysis of the latest household survey available and a qualitative analysis through focus groups. Three main conclusions emerge from the quantitative analysis. First, the impact of the increase

---

\* Léa Salmon et Quentin Wodon sont avec la Banque mondiale; Josias Tebero est un consultant basé en République Centrafricaine. Cet article a été préparé grâce à deux financements TFESSD, dont l'un sur l'évaluation qualitative et participative de l'impact de la crise économique sur les populations vulnérables et pauvres, et l'autre sur les prix des denrées alimentaires, la sécurité alimentaire et le changement climatique en Afrique. Les opinions et les analyses présentées dans ce document sont exclusivement celles des auteurs et ne sauraient refléter celles de la Banque mondiale, de ses administrateurs ou des pays qu'ils représentent. L'assistance pour l'analyse des données d'enquête de Prospère Backiny-Yetna est grandement appréciée, tout autant que la collecte de données qualitatives de Josias Tebero, Dimanche Nabena, et Paul Bonder. Les auteurs remercient aussi Rasmus Heltberg pour ses commentaires.

in international food prices may have been more limited for most households due to the fact that a large share of the population does not consume imported foods or immediate substitutes. Second, a majority of households are affected by a wide variety of shocks. Third, the mechanisms of solidarity on which household can rely to cope with such shocks are limited. The qualitative analysis suggests a slightly different picture since participants in focus groups suggest that the crisis had a strong negative impact on them. This is especially the case for public sector workers, those in export industries and craftsmen and retailers. Poor climatic conditions also played a role in the deterioration of living standards. The focus groups confirm the lack of sufficient mechanisms of solidarity to help households cope with shocks. Thus, if the impact of the crisis on the population may have been smaller than in other countries owing to the relative isolation of the CAR from world markets, for those households that were affected by the crisis, the negative impact was still significant.

**Keywords:** *Poverty; economic crisis; Central African Republic.*

**JEL Classification:** *I32*

---

## **1. Introduction**

La hausse des prix des denrées alimentaires et pétroliers et la crise financière intervenue tout au long de la période 2008-2010 ont eu un effet négatif significatif sur le bien-être des populations africaines. Il a été estimé sur la base de données d'enquête auprès des ménages dans une douzaine de pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale que la hausse des prix des denrées alimentaires observée en 2008 aurait augmenté la part de la population en pauvreté de plusieurs points de pourcentage. De plus, 80 pour cent de l'impact de la hausse des prix alimentaires sur les mesures de pauvreté, telles que l'écart de pauvreté, a consisté à accroître la profondeur de pauvreté parmi les ménages qui étaient déjà pauvres avant la crise (Wodon et al. 2008).

L'objectif de la présente étude est de fournir une évaluation de l'impact probable de la crise économique sur les populations pauvres en République centrafricaine (RCA), ainsi que des stratégies de survie utilisées par ces populations pour faire face à la crise. Pour ce faire, les résultats de la dernière enquête nationale auprès des ménages de 2008 sont combinés avec les résultats d'un travail qualitatif utilisant des groupes de discussion ('focus groups') qui ont lieu en deux phases différentes, en Janvier- Février et en Juillet 2010 dans plusieurs régions du pays susceptible d'avoir été sérieusement affectées par la crise.

Si la RCA est un vaste pays, la densité de population y est cependant très faible. Il s'agit aussi d'un pays 'post-conflit' (Charny et Woodfork, 2007). Depuis la fin du conflit en 2003, le gouvernement a poursuivi des politiques macroéconomiques prudentes et a mis en œuvre des réformes structurelles, mais ces réformes n'ont abouti qu'à une modeste reprise de la croissance qui, compte tenu du taux de croissance démographique, est à peine suffisante pour maintenir les revenus par habitant constants (la croissance du PIB réel n'a atteint que 2,5 % par an

depuis 2003<sup>1</sup>). Bien que le gouvernement Centrafricain ait confirmé son engagement à soutenir l'activité économique et les réformes de gouvernance, et à améliorer la qualité des services publics (voir par exemple République Centrafricaine, 2008 ; International Monetary Fund, 2010 ; et World Bank, 2011), il est peu probable que le pays atteigne les Objectifs de Développement de Millénaire (ODD). Les indicateurs sociaux placent la RCA dans le groupe de pays les moins avancés ; l'Indice de Développement Humain de la RCA la classe au 159ème rang sur 169 pays (PNUD, 2010).

L'enquête auprès des ménages 2008 révèle que 62 pour cent de la population vit en dessous de la ligne de pauvreté, avec une proportion de la population dans la pauvreté de 69,4 pour cent dans les zones rurales où résident près des deux tiers de la population (Backiny-Yetna et Wodon, 2011). Bien que les données disponibles fiables soient insuffisantes pour évaluer les tendances des indicateurs de bien-être et du développement humain dans le temps, on note que l'espérance de vie est passée de 50 ans au début des années 90 à 47 ans en 2008 ; les taux de mortalité maternelle et infantile ont augmenté au cours des deux dernières décennies, et la mortalité maternelle a été estimée à 850 pour 100.000 naissances en 2008.

Qu'en est-il de l'impact de la crise économique et financière sur les populations vulnérables et pauvres ? L'on pourrait être tenté de supposer que dans un pays aussi pauvre et enclavé que la RCA, l'impact de la crise pourrait avoir été significativement plus faible que dans d'autres pays. Ceci en raison du fait que la population du pays est majoritairement rurale, avec beaucoup de ménages impliqués dans l'agriculture de subsistance et donc moins exposés aux fluctuations des prix mondiaux des produits alimentaires de base et pétroliers. En effet, le poids des produits importés dans le panier de consommation des populations est beaucoup plus faible que dans d'autres pays. Il y a certes eu une augmentation substantielle du taux d'inflation qui a atteint 9,3 pour cent en 2008, même si cela n'aura été que de courte durée

---

<sup>1</sup> Comme indiqué par la Banque mondiale (2011), depuis la fin du conflit en 2003, la croissance économique est restée à une moyenne de 2,5 % par an. En plus d'une situation sécuritaire restée précaire, un faible investissement public dans l'infrastructure physique et social et un climat des affaires hostiles restent des obstacles majeurs à une croissance durable. En raison de la crise économique, mais aussi de l'effondrement de la principale usine hydro-électrique, le PIB réel a diminué de 1,5 % en 2008 par rapport à la période 2006-2008. Selon les estimations, il y a eu une reprise en 2010 avec une croissance du PIB réel de 3,3 %, mais celle-ci n'est pas assez élevée pour absorber la croissance démographique et faire baisser le niveau réel de pauvreté.

(l'inflation a depuis été réduite à 1,8 %). Le taux d'inflation, étant donné la manière de le mesurer, reflète cependant plus la situation de la capitale de Bangui que de celle du pays dans son ensemble.

D'autres canaux de transmission de l'impact de la crise économique mondiale suggèrent également que celle-ci aurait pu avoir des conséquences limitées sur la population. Par exemple, l'émigration de la RCA vers les autres pays reste l'imitée, et par conséquent il est peu probable que de nombreux ménages aient été affectés par une réduction substantielle des transferts d'argent internationaux. De façon similaire, l'intégration de la RCA dans l'économie mondiale est assez limitée, de sorte que la réduction de la demande de plusieurs produits d'exportation aurait pu avoir eu un impact limité sur la population centrafricaine.

Comme on le verra dans la présente étude, les simulations de l'analyse quantitative des données disponibles auprès des ménages suggèrent en effet que la crise a eu un faible impact sur la population, au moins en ce qui concerne la hausse des prix des denrées alimentaires et des combustibles. Un tel point de vue pourrait cependant être erroné. S'il est vrai que de nombreux ménages vivent en quasi-autarcie, particulièrement en milieu rural, d'autres ménages sont impliqués dans des activités commerciales qui pourraient avoir été affectées par la crise. De plus, plusieurs segments de l'économie sont vulnérables à divers chocs, dont en termes de demande externe des deux principaux produits d'exportation, le bois et le diamant. Ces deux secteurs ont été effectivement sévèrement touchés par la crise qui a contribué à la réduction du taux de croissance du produit intérieur brut réel de 3,7 % en 2007 à 1,7 % en 2009 (FMI, 2010). La panne de l'usine hydroélectrique qui génère l'électricité et des difficultés dans le secteur des télécommunications ont également eu des effets négatifs sur la croissance.

Le budget du gouvernement est aussi susceptible d'avoir été affecté par la crise, non seulement en termes de réduction des recettes d'exportations qui ont limité davantage la capacité déjà faible des autorités à répondre à la crise à travers des investissements, mais aussi en termes de filets de sécurité et d'autres programmes stabilisateurs peu développés. Pour répondre à la crise, la politique budgétaire fut réadaptée pour soutenir la demande globale en mettant l'accent sur le développement de l'investissement public. Mais la disponibilité limitée des financements des bailleurs de fonds, la faible mobilisation des ressources nationales (le ratio du revenu national sur le PIB était de 10,8 % en 2009, contre 17,4 % en moyenne pour les Etats fragiles et 22,7%

pour l'Afrique sub-saharienne) et la faible capacité de mise en œuvre réduisent la marge de manœuvre du gouvernement pour maintenir et à étendre les programmes de dépenses publiques dans des domaines prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, la protection sociale, et les infrastructures. Ainsi, le soutien de l'Etat aux ménages touchés par la crise est susceptible d'avoir été très limité, de sorte que même si le ralentissement de la croissance et l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des combustibles ont pu avoir un impact négatif moins grand sur le bien-être de la population que dans d'autres pays, l'absence de filets de sécurité pour les groupes affectés par la crise a pu rendre l'impact de la crise plus significatif. Ainsi, d'autres observateurs ont noté un impact réel de la crise sur les ménages (voir par exemple Jauer, 2009 ; Keller, 2010 ; et Mercy Corps, 2010).

Les leçons tirées des crises passées conduisent à penser que l'on pourrait s'attendre à au moins deux phases d'effets d'une telle crise, la première reflètent le choc initial sur le revenu et le pouvoir d'achat, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages, et la deuxième phase concernant les conséquences à moyen et long terme des mécanismes utilisés par les ménages pour faire face aux chocs initiaux, par exemple en termes de ventes d'actifs ou de déscolarisation des enfants.

En ce qui concerne les effets de la première phase, la hausse des prix alimentaires et des combustibles est susceptible d'avoir affecté un grand nombre de ménages, car malgré le recours à l'agriculture de subsistance dans les zones rurales, de nombreux ménages demeurent acheteurs nets des denrées alimentaires de base et des produits pétroliers ou combustibles. En outre, certains groupes de ménages spécifiques sont également susceptibles d'avoir été affectés par la baisse de l'activité économique en particulier dans les secteurs d'exportation. Enfin, un sous-ensemble des ménages peut avoir été affecté par une baisse des transferts de fonds internationaux ainsi que d'une réduction de la disponibilité du crédit. Quant à la difficulté pour l'Etat d'assurer des filets de sécurité adéquats et à accroître l'accès aux services publics de base, elle est également susceptible d'avoir affecté une majorité des ménages.

L'impact des effets de la seconde phase est plus difficile à évaluer. Les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages vulnérables peuvent générer durablement des effets négatifs sur le bien-être et la sécurité alimentaire (hausse de l'endettement, vente des biens de production ou baisse d'investissement dans le capital humain). Mais ceci peut également se manifester au niveau communautaire par

opposition à des effets au niveau des ménages, par exemple lorsque le stress provoqué par la crise conduit à des pertes en capital social et affecte la cohésion sociale au niveau communautaire.

Dans la ligne de ce qui précède, la présente étude est structurée comme suit. La section 2 décrit la méthodologie utilisée pour la collecte de données et l'analyse, en s'appuyant à la fois sur la dernière enquête nationale représentative auprès des ménages et sur des groupes de discussion (GDD) organisés dans des secteurs spécifiques du pays les plus susceptibles d'avoir été affectés par la crise. La section 3 présente un résumé des résultats quantitatifs sur l'impact potentiel de certains aspects de la crise, ainsi que les mécanismes d'adaptation susceptibles d'avoir été utilisés par les ménages pour faire face à la crise. La section 4 examine les résultats de l'étude qualitative, en mettant l'accent sur les groupes spécifiques de travailleurs concernés, à la fois en termes de chocs subis et de stratégies d'adaptation utilisées. Enfin, la section 5 synthétise les principaux résultats quantitatifs et qualitatifs.

## **2. Données et méthodologie**

Il est particulièrement difficile dans un pays comme la RCA d'évaluer rapidement l'impact d'une crise. La raison principale étant l'absence de données fiables. Pendant de nombreuses années, en partie en raison du conflit, le pays n'a pas fait d'enquêtes nationales auprès des ménages, et quand ces enquêtes ont été mises en œuvre, elles ont souvent été de faible qualité en raison des capacités limitées de l'Office national de la statistique (*l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et sociales* ou ICASEES). Heureusement, une nouvelle enquête de meilleure qualité et représentative au niveau national (*l'Enquête centrafricaine sur le Suivi-Evaluation du Bien-être* ou ECASEB) a été menée par l'ICASEES en 2008 auprès d'un échantillon de 7.000 ménages. La première partie du questionnaire de l'enquête était fondée sur le concept et la technologie du QUIBB (*Questionnaire unifié sur les Indicateurs de Base du Bien-être*) qui recueille des données de base sur les caractéristiques sociodémographiques des ménages (composition du ménage, emploi, caractéristiques du logement, éducation et santé), l'accès aux infrastructures de base et les perceptions de la pauvreté. En outre, une seconde partie du questionnaire a recueilli des données sur la consommation et les revenus, notamment les transferts inter-ménages, ainsi que quelques autres sujets, dont les chocs subis par les ménages et les mécanismes d'adaptation pour y faire face.

Etant donné qu'aucune enquête ultérieure n'a été réalisée pour évaluer l'impact de la crise, les données de l'enquête de 2008 sont les seules données disponibles pour réaliser des simulations (par opposition aux estimations ex-post) sur l'effet probable de la crise, avec l'accent sur la hausse des prix alimentaires. En outre, l'enquête peut également être utilisée pour analyser les chocs auxquels les ménages ont été confrontés au cours des cinq années précédant l'enquête, ce qui est aussi instructif puisque les réponses aux chocs précédents sont susceptibles d'être semblables aux stratégies utilisées pour faire face à la crise actuelle. Ainsi, alors que l'enquête de 2008 ne peut pas être utilisée pour mesurer l'impact direct de la crise proprement dite (à la fois parce qu'elle a été menée dans les premiers stades de la crise et parce qu'aucune autre enquête semblable n'est disponibles pour faire des comparaisons dans le temps), elle peut néanmoins fournir des informations précieuses quant à l'impact potentiel de la crise et les mécanismes d'adaptation des ménages.

En plus de l'enquête, nous nous appuyons également sur une collecte de données qualitatives via l'organisation de GDD en Janvier-Février et Juin-Août 2010 dans la capitale Bangui et sa périphérie, ainsi que dans la sous-préfecture de Mbaïki dans la Lobaye (Tebero et al., 2010a, 2010b). Dans la deuxième phase de collecte de données, en raison du climat d'insécurité existant au cours de la période pré-électorale, on s'est concentré sur les mêmes groupes de ménages, mais avec davantage d'accent sur les groupes vivant dans la ville de Bangui et sa périphérie. Les critères de sélections des ménages participants aux GDD furent sélectionnés pour pouvoir disposer de données pour les zones urbaines et rurales, les travailleurs des secteurs public et privé, et ceux des secteurs formel et informel. Le changement partiel de la couverture géographique entre les deux périodes de collecte des données qualitatives ne devrait pas fondamentalement modifier les résultats. Les outils de collecte de données qualitatives ont été spécifiquement conçus pour évaluer l'impact de la crise, pour autant que cela puisse se faire via des GDD.

L'étude qualitative a été réalisé par la Banque mondiale avec le soutien du Ministère de la planification et du développement, et elle visait spécifiquement à répondre aux questions suivantes: Quels sont les groupes qui ont été affecté par la crise économique et financière et par quels canaux de transmission? Comment ces effets affectent-ils différents groupes et individus? Comment les effets se déploient-ils au sein des ménages, ainsi qu'entre les ménages? Y a-t-il une incidence particulière sur les femmes et les enfants? Comment les ménages ont-ils

répondu aux chocs de la hausse des prix alimentaires et du marché du travail? Vers quelles institutions formelles et informelles se sont-ils tournés pour obtenir des aides? Ont-ils reçu de telles aides - et, dans le cas de l'aide informelle, quels étaient les termes d'un tel soutien et ces termes ont-ils changé au cours de la dernière année? Dans les ménages, les hommes et les femmes se sont-ils tournés vers différentes stratégies d'adaptation ou de différentes sources de soutien? Enfin, les stratégies d'adaptation ont-elles éventuellement pu causer des dommages à plus long terme, et comment cela pourrait-il être évité dans l'avenir?

Des groupes vulnérables spécifiques ont été sélectionnés pour participer aux GDD afin d'analyser comment ces groupes ont été affectés d'une manière ou d'une autre par les changements intervenus au niveau mondial, et donc dans quelle mesure ils étaient vulnérables à la crise. Ces groupes ont été choisis selon un certain nombre de canaux de transmission de la crise mondiale sur les conditions locales en RCA. Ces canaux de transmission comprenaient les ajustements du marché du travail susceptibles d'affecter les travailleurs dans les activités d'exportation (en particulier les industries du bois et de diamants qui représentent respectivement 16 % et 40 % des recettes d'exportation du pays) ainsi que les travailleurs du secteur public (difficultés budgétaires publiques résultant en pertes de salaire et aggravation de la précarité financière) ainsi que les travailleurs du secteur informel des zones urbaines (qui ont tendance à dépendre de la demande intérieure de biens et services et, partant, étaient également susceptibles de faire face à des pertes de salaire et à une hausse de l'insécurité financière). Un second canal identifié comme une source potentielle de chocs est celui des envois de fonds de l'étranger. Un troisième canal est celui de la fluctuation de prix des produits de base, qui pourrait affecter de nombreux ménages acheteurs nettes de produits alimentaires et pétroliers, y compris ceux travaillant en secteur agricole (qui représentent 80 pour cent de la population).

Au total, vingt groupes de discussions (GDD) ont été organisés dans chacune des deux phases de collecte de données (en Janvier-Février et Juin-Août 2010), et au total 403 personnes ont participé à ces groupes et fourni des informations intéressantes sur l'impact de la crise économique et financière sur leurs conditions de vie. En moyenne, chaque GDD comprenait entre huit et douze participants. Les emplacements couverts incluent la capitale et ses environs (Bangui), le district de Lobaye (Batalimo, Bangandou-Lobaye, Bolema Ndolobo ...) et l'arrondissement Ombela-Mpoko (sur la route de Damara). La plupart des GDD comprennent des hommes et des femmes, mais quatre GDD

furent principalement ou exclusivement composés de femmes (pour tenir compte des ménages dirigés par les veuves, des femmes en milieu rural, etc.)

### **3. Analyse quantitative**

#### **3.1. Simulation d'impact de la hausse des prix alimentaires et de combustibles**

Dans cette section, nous utilisons des simulations simples pour évaluer l'impact probable à court terme de la hausse du prix de certains produits alimentaires et combustibles sur la pauvreté en RCA. Par souci de simplicité, nous faisons un certain nombre d'hypothèses. Premièrement, nous supposons que le coût d'une hausse des prix des denrées alimentaires ou de combustible pour un ménage se traduit par une réduction équivalente de sa consommation en termes réels. Cela signifie que nous ne prenons pas en compte l'élasticité prix de la demande pouvant conduire à des effets de substitution et, partant, aider à compenser une partie de l'effet négatif de la hausse des prix pour certains produits. En outre, en raison des limites des données ECASEB qui ne fournissent pas d'informations détaillées sur la production de produits alimentaires des ménages susceptibles d'avoir été affectés par la hausse des prix alimentaires mondiaux (le questionnaire ne dispose que d'informations sur la production d'une douzaine de cultures, principalement des légumes, dont aucun n'est étroitement lié aux produits dont les prix internationaux ont augmenté pendant la crise), nous supposons qu'il n'y a aucun impact potentiel positif de la hausse des prix mondiaux des denrées de base au niveau des producteurs, et par conséquent nous ne prenons en compte que l'impact négatif potentiel de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les consommateurs. Dans le même esprit, les prix des combustibles sont supposés n'avoir que des effets négatifs sur les ménages consommant ces derniers.

Nous intégrons des informations sur la production autoconsommée par les ménages (ces informations sont disponibles dans l'enquête), une telle consommation n'étant pas prise en compte dans les simulations car les variations de prix n'affectent pas les ménages lorsque la production est autoconsommée. Les mesures de la pauvreté résultant de la hausse des prix sont ensuite comparées à des mesures de la pauvreté de base au moment de l'enquête pour évaluer les effets potentiels de la hausse des prix. Cela signifie implicitement que nous ne prenons pas en compte les effets potentiels répercutés ou l'effet multiplicateur de la hausse des prix des denrées alimentaires ou de combustibles dans l'économie dans son ensemble.

Le tableau 1 fournit des estimations d'impact pour une augmentation de certains produits alimentaires et combustibles de 25% et 50 %. L'impact est calculé sur l'indice de pauvreté (la part de la population dans la pauvreté), l'écart de la pauvreté (le produit de la distance séparant les pauvres du seuil de pauvreté et de la part de la population en pauvreté, en proportion de cette ligne), et le l'écart de la pauvreté au carré (qui prend en compte pour les pauvres le carré de la distance du seuil de pauvreté fois la part de la population en pauvreté en proportion de la ligne). Il est frappant de constater que la plupart des effets demeurent très faibles; c'est en partie parce que seule une partie de la population consomme les divers produits énumérés, et de plus la consommation de ces produits ne représente qu'une faible part de la consommation totale des ménages. De fait, de nombreux ménages ont tendance à consommer des produits locaux dans le cas de denrées alimentaires, ou à ne consommer que de petites quantités de produits importés comme c'est le cas pour le pétrole (d'autres combustibles ont été considérés dans l'analyse, mais l'impact sur la pauvreté d'une augmentation des prix de l'essence par exemple est encore plus faible, étant donné que peu de ménages utilisent l'essence). Le seul produit dans la liste du tableau 1 qui représente une proportion importante de la consommation totale des ménages est le manioc, mais une bonne part du manioc consommé est autoproduite par les ménages, et n'est donc pas sensible aux fluctuations des prix affectant directement le bien-être des ménages.

Ainsi, bien qu'il y ait un impact négatif probable de la hausse des prix alimentaires et des combustibles sur la pauvreté, et bien que cet impact ne devrait pas être sous-estimé compte tenu du niveau déjà élevé de la pauvreté dans le pays, cet impact demeure relativement faible, du moins si l'on se base sur les résultats de simulations similaires dans d'autres pays (pour ces résultats, voir Wodon et al. 2008). L'autarcie relative de nombreux ménages et leur manque de consommation de produits importés ont manifestement contribué à les protéger dans une certaine mesure contre les chocs de prix des produits de consommation intervenus en 2008-2010.

Cela ne signifie toutefois pas que la crise n'a eu aucun autre effet sur la population. Comme indiqué dans l'introduction, des groupes spécifiques de ménages ont été affectés par la crise, par exemple dans les secteurs d'exportation. Alors que les données de l'enquête rendent difficile une évaluation détaillée des effets probables de la crise sur ces groupes, car ils ont tendance à être difficilement identifiables (seule une minorité des ménages dans l'enquête peuvent être identifiés comme

particulièrement vulnérables à la crise en termes de statut d'emploi), l'analyse qualitative dans la section quatre donne une évaluation du point de vue subjectif des effets de la crise sur leurs moyens de subsistance pour les ménages appartenant à certains groupes vulnérables. Mais avant d'analyser les résultats qualitatifs, une autre information des données de l'enquête peut être utilisée pour évaluer dans quelle mesure les ménages sont en mesure de faire face aux chocs grâce aux mécanismes de solidarité existants. Cette discussion fait l'objet de la prochaine section.

### **3.2. *Chocs et stratégies de survie***

Cette section porte autant sur les différents types de chocs qui affectent les ménages, et sur les mécanismes de solidarité que les ménages mobilisent pour y faire face. L'analyse est fondée sur une série de questions dans l'enquête ECASEB, où l'on a demandé aux ménages si au cours des douze derniers mois ils ont subi des chocs, et de quels soutiens ils ont bénéficié pour faire face à ces chocs. Deux faits stylisés ressortent de l'analyse. Tout d'abord, la majorité des ménages sont affectés par au moins un choc important sur une période d'un an, et d'autre part les mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages s'appuient pour faire face aux chocs sont assez limités.

Le tableau 2 indique que 64,5 pour cent des ménages ont été affectés au cours des douze derniers mois par au moins un type de choc. Le plus courant est la baisse de revenu qui touche près d'un ménage sur trois. Cela pourrait représenter aussi bien les premiers effets de la crise (étant donné que l'enquête a été réalisée en 2008) que d'autres facteurs. En partie à cause du poids important du secteur informel dans l'économie, de nombreux ménages ont des sources de revenus qui varient au fil du temps, provoquant ainsi de pertes de revenus fréquentes. Un ménage sur quatre a été touché par une maladie grave, ce qui n'est pas surprenant étant donné le manque d'accès aux soins de santé financièrement abordables dans la majeure partie du pays. Le décès (le plus souvent dans la famille), la faillite (qui ne s'applique pas à des entreprises formelles, et s'applique plus ici aux petits métiers informels) et les pertes de récoltes sont également fréquentes, affectant près d'un ménage sur six. D'autres chocs, comme la perte d'emploi, la perte de bétail, et la perte de logement sont moins fréquents.

**Tableau 1: Impact potentiel de la hausse des prix de certains produits alimentaires et pétroliers sur la pauvreté en 2008 (%)**

	Base			25% de hausse des prix			50% de hausse des prix		
	Incidence	Ecart de la pauvreté	Ecart de la pauvreté au carré	Incidence	Ecart de la pauvreté	Ecart de la pauvreté au carré	Incidence	Ecart de la pauvreté	Ecart de la pauvreté au carré
<b>Riz</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	49.7	19.9	10.6	49.9	19.9	10.6
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.6	34.5	20.9	69.6	34.5	21.0
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.2	29.0	17.1	62.3	29.1	17.1
<b>Manioc</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	50.3	20.2	10.8	51.1	20.6	11.1
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.5	34.6	21.1	69.9	34.9	21.3
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.4	29.3	17.2	62.9	29.6	17.5
<b>Maïs</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	49.6	19.8	10.5	49.8	19.9	10.6
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.4	34.4	20.9	69.4	34.5	20.9
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.1	29.0	17.0	62.1	29.0	17.1
<b>Pain</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	49.6	19.9	10.6	49.9	20.0	10.6
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.4	34.4	20.9	69.5	34.4	20.9
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.1	29.0	17.0	62.2	29.1	17.1
<b>Sucre</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	49.9	19.9	10.6	50.1	20.1	10.7
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.6	34.6	21.1	69.8	34.9	21.2
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.3	29.2	17.2	62.4	29.4	17.3
<b>Huile de Palme</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	49.7	19.9	10.6	49.8	20.1	10.7
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.5	34.6	21.0	69.6	34.7	21.1
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.1	29.1	17.1	62.2	29.3	17.2
<b>Huile Végétale</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	49.8	19.9	10.6	49.9	20.0	10.6
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.4	34.5	20.9	69.5	34.6	21.0
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.1	29.1	17.1	62.2	29.1	17.1
<b>Pétrole</b>									
Ville	49.6	19.8	10.5	49.7	19.9	10.6	49.9	20.1	10.7
Campagne	69.4	34.4	20.9	69.5	34.5	21.0	69.7	34.6	21.1
Ensemble	62.0	29.0	17.0	62.1	29.1	17.1	62.3	29.2	17.2

Source: Estimation des auteurs à partir de l'enquête ENCASEB 2008.

Au total, les données indiquent que la population de la RCA a tendance à être exposée à des chocs assez fréquents et divers, et ceci est particulièrement le cas dans les quintiles les plus pauvres de la population, à l'exception de la faillite qui, par nature (elle implique la gestion d'une petite entreprise même informelle) affecte plus les ménages mieux lotis. Il est aussi important de souligner que dans les quintiles les plus pauvres, 41,4 % des ménages sont affectés par les pertes de récoltes, suite à la mauvaise pluviométrie cette année-là.

**Tableau 2: Part des ménages exposés à différents types de chocs (%)**

	Localisation		Quintiles de consommation per eq. adulte					Ensemble
	Urbain	Rural	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Total
Décès	18.0	20.1	24.5	19.2	18.0	20.4	16.7	19.4
Maladie Grave	24.4	28.2	32.9	26.2	26.6	27.4	23.5	26.9
Perte d'Emploi	5.2	0.9	1.1	1.7	2.3	3.0	3.2	2.4
Faillite	15.8	5.6	5.3	9.5	7.9	9.8	11.3	9.0
Perte de récolte	15.1	33.3	41.4	33.7	27.0	25.0	15.6	27.2
Perte de bétail	6.9	16.7	19.5	15.5	14.5	11.1	9.2	13.4
Perte de revenu	30.0	33.0	39.1	33.3	31.9	31.2	27.1	32.0
Perte de logement	5.1	9.7	13.4	8.4	7.2	7.1	6.3	8.2
Tous chocs	60.1	66.7	73.1	67.1	64.9	64.0	57.3	64.5

Source: Estimation des auteurs à partir de l'enquête ENCASEB 2008. Les parts décrivent les ménages ayant subi n'importe quel choc et donc peuvent atteindre plus de 100% lorsqu'on les additionne.

Les mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages peuvent s'appuyer pour faire face aux chocs semblent se limiter aux soutiens informels des amis ou de la famille, ainsi qu'à celui de certaines ONG et organisations caritatives confessionnelles (OCC). De plus, ces mécanismes de soutien n'ont tendance à être mobilisés qu'en cas de décès ou maladie grave affectant les ménages. Dans de tels cas, comme indiqué dans le tableau 3, la plupart du soutien provient de la famille ou d'amis et dans de nombreux cas les pauvres sont moins susceptibles de bénéficier d'un soutien en comparaison aux groupes de ménages plus aisés. Sur le plan institutionnel, les organisations confessionnelles sont davantage susceptibles d'apporter un soutien aux ménages que les ONG ou l'Etat. Mais ces aides restent limitées en ce qui concerne les pertes de récoltes, de bétail, de revenu ou de logement, tous chocs où la probabilité de soutien est très limitée.

**Table 3: Part de ménages bénéficiant d'un soutien externe en cas de choc (%)**

	Localité		Quintiles de consommation per eq. adulte					Ensemble
	Urbaine	Rurale	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Total
<b>Décès</b>								
Famille et Amis	61.7	54.7	53.6	53.9	55.8	58.7	61.2	56.8
Etat	1.2	0.8	0.6	0.8	1.5	0.6	1.1	0.9
ONG	1.1	1.4	1.1	1.5	1.5	1.1	1.4	1.3
OCC	36.5	35.4	38.7	35.2	32.6	36.8	34.7	35.7
Associations	4.9	3.2	2.9	1.5	4.1	4.0	5.6	3.7
Aide Quelconque	70.9	66.3	65.0	66.7	65.3	68.4	72.3	67.7
<b>Maladie Grave</b>								
Famille et Amis	39.6	35.4	27.8	37.7	31.7	43.6	41.1	36.7
Etat	2.0	1.1	0.9	1.6	2.8	0.7	1.0	1.3
ONG	3.3	2.0	2.8	1.5	4.0	1.8	2.0	2.4
OCC	10.6	10.1	9.5	11.5	7.5	11.4	11.2	10.3
Associations	2.3	0.6	0.1	1.7	0.7	0.9	2.2	1.2
Aide Quelconque	48.8	42.4	34.7	46.2	42.2	50.9	46.9	44.4
<b>Perte D'Emploi</b>								
Famille et Amis	27.8	22.7	21.9	4.3	32.3	27.9	31.7	26.5
Etat	0.9	0.0	0.0	0.0	1.5	1.0	0.3	0.7
ONG	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.0	0.3
OCC	6.3	7.3	11.5	5.3	16.0	3.5	3.3	6.6
Associations	0.0	3.2	0.0	0.0	0.0	3.1	0.0	0.8
Aide Quelconque	33.6	26.7	21.9	6.9	49.8	30.0	35.3	31.8
<b>Faillite</b>								
Famille et Amis	19.4	12.2	2.6	13.9	20.8	10.7	23.8	16.4
Etat	0.3	1.2	0.0	1.3	0.6	0.4	0.8	0.7
ONG	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
OCC	1.4	0.6	0.7	2.8	0.6	1.3	0.1	1.0
Associations	0.5	0.0	0.4	0.0	0.6	0.2	0.4	0.3
Aide Quelconque	21.0	13.4	3.7	16.4	21.4	12.1	25.1	17.8
<b>Perte de Récolte</b>								
Famille et Amis	7.6	4.8	3.8	3.9	6.5	5.4	8.2	5.3
Etat	0.2	0.4	0.0	0.7	0.5	0.5	0.0	0.3
ONG	1.0	0.8	1.3	0.1	0.1	0.4	2.6	0.8
OCC	1.1	0.8	1.6	0.5	0.5	0.5	1.1	0.9
Associations	0.2	0.3	0.0	0.4	0.4	0.5	0.0	0.3
Aide Quelconque	9.5	6.6	5.8	5.1	7.9	6.8	11.8	7.1
<b>Perte de Bétail</b>								
Famille et Amis	5.8	1.4	1.5	2.2	3.6	2.1	1.4	2.2
Etat	0.9	0.4	0.0	0.0	0.8	0.7	1.1	0.5
ONG	1.0	0.0	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
OCC	0.8	1.0	0.0	0.3	1.0	0.9	2.8	0.9

Associations	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.1
Aide Quelconque	7.3	2.6	1.5	2.5	5.2	3.7	4.4	3.4
<b>Perte de Revenu</b>								
Famille et Amis	14.7	6.0	3.7	6.7	8.5	10.6	13.5	8.7
Etat	0.5	0.2	0.3	0.0	0.5	0.6	0.0	0.3
ONG	0.4	1.3	3.3	0.4	0.9	0.0	0.4	1.0
OCC	3.1	0.8	0.9	1.8	1.3	0.8	2.6	1.5
Associations	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.2	0.4	0.1
Aide Quelconque	16.9	7.8	7.5	8.1	10.5	11.3	15.4	10.7
<b>Perte de Logement</b>								
Famille et Amis	12.5	3.8	4.5	9.6	2.7	7.7	3.7	5.6
Etat	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4	0.2	0.1
ONG	2.6	4.2	7.8	3.4	3.1	0.6	2.7	3.9
OCC	1.1	4.6	7.1	4.2	3.9	0.2	2.5	3.8
Associations	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Aide Quelconque	16.6	8.8	13.5	13.0	6.6	8.1	9.1	10.4

Source: Estimation des auteurs à partir de l'enquête ENCASEB 2008.

#### 4. Analyse qualitative

##### 4.1. Perceptions du bien-être

Dans le cadre de l'enquête qualitative, la notion de bien-être a été définie pour les groupes interrogés comme étant: «*La condition d'une personne qui a assez d'argent pour se nourrir, s'habiller, trouver un logement décent, être éduqué et prendre soin d'elle-même*». En d'autres termes c'est la possibilité pour une personne de satisfaire ses besoins de base et d'être en mesure de subvenir partiellement ou totalement aux besoins de sa famille. Dans la pratique, une échelle de bien-être a été définie pour les participants aux GDD afin de les aider à se positionner sur l'échelle dont les valeurs varient de 1 à 5, avec 1 correspondant au niveau d'extrême pauvreté, 3 au niveau moyen et 5 correspondant à la richesse. Il n'est pas surprenant que dans les deux phases la plupart des participants aient estimé qu'ils étaient au plus bas niveau, celui de l'extrême pauvreté. Les participants ont aussi souligné à maintes reprises leur manque de ressources.

Trois quarts des participants interrogés en Juillet 2010 ont déclaré que leur situation n'a pas changé par rapport à Janvier-Février 2010, en dépit du fait que la crise avait quelque peu diminué (du moins en termes de niveau des prix des produits de base). Certains des participants qui avaient un niveau relativement élevé de perception du bien-être (non-pauvres) ont déclaré qu'ils avaient glissé vers des niveaux inférieurs (pauvres ou extrêmement pauvres), et de fait la perception en général

révèle qu'il y semble y a eu globalement une détérioration progressive des conditions de vie, en particulier parmi les ménages pauvres et vulnérables. La majorité des participants ont exprimé leur manque d'enthousiasme vis-à-vis des promesses faites par les bailleurs de fond et le gouvernement. Nombreux sont ceux qui n'ont pas conscience des causes de la crise mondiale, et dans la plupart des cas ils ont plutôt attribué leurs difficultés aux causes internes (conflits armés, insécurité, etc.) et à la mauvaise gestion de l'économie nationale par les dirigeants du pays.

Globalement, les résultats ont révélé la persistance d'une situation difficile en République Centrafricaine, avec pour simplifier l'existence de deux groupes distincts d'individus. Le premier groupe qui inclut les veuves, les femmes des zones rurales et les agriculteurs, a connu moins de changements dans sa situation au fil du temps, probablement en partie du fait que ce groupe était déjà très précaire en début de période. Les ménages du deuxième groupe - constitué d'employés du secteur public, d'artisans, et de petits commerçants - étaient plus susceptibles d'avoir subi une détérioration de leur situation, mais ils sont restés relativement mieux lotis que le premier groupe même après cette détérioration.

En ce qui concerne les chocs encourus, indépendamment du fait qu'ils vivaient dans les zones urbaines ou rurales, les participants aux GDD ont identifié trois principaux types de chocs: la baisse de revenus (via une mauvaise récolte pour les petits agriculteurs, une chute des ventes de produits pour les petits commerces, et des pertes d'emplois pour les salariés), la maladie (liés aux problèmes d'accès aux centres de santé, non seulement en raison de la distance, mais aussi en raison du coût des consultations médicales et des prix élevés des médicaments), et les décès (par exemple, sur douze personnes interrogées dans le cadre d'un GDD, sept ou huit ont indiqué qu'elles avaient perdu un parent proche). Cela corrobore les données quantitatives présentées dans la section précédente.

En ce qui concerne les salaires et les revenus, un sentiment ressort : *« Notre revenu a diminué suite au fait que les salaires ne sont pas payés régulièrement ; de plus l'effondrement des ventes de produits nous a rapporté moins d'argent. »* Quelques participants ont évoqué le paiement irrégulier des salaires versés par l'Etat aux fonctionnaires avec des arriérés de salaire à concurrence de six à sept mois pour les exercices budgétaires 2008 et 2009 ; même si ce problème est antérieur à la crise financière internationale, il semble qu'il ait été aggravé par celle-ci.

Plus généralement, les participants ont insisté sur le fait que l'insécurité financière a augmenté et ne leur a pas permis de répondre à leurs besoins de base en soins de santé et d'alimentation. De telles

situations « *engendrent des sentiments de résignation tant les gens demeurent impuissants face aux maladies et décès quand leurs parents meurent* », a déclaré un participant. Certains participants ont tout de même mentionnés des nouvelles positives, comme la naissance d'un bébé, un mariage, ou l'acquisition de nouveaux outils. À long terme cependant, les participants étaient conscients que de tels événements se traduisent aussi par des engagements financiers qui sont difficiles à satisfaire. Un seul groupe, les planteurs Mboko-Landja, a reçu des parcelles de terre prises en charge par l'aide libyenne, et a été en mesure d'identifier clairement un événement positif, mais cela constitue un cas exceptionnel.

Même si la crise devait, et semblait en effet avoir affecté davantage les zones urbaines et les membres du second groupe mentionné plus haut que les zones rurales et les membres du premier groupe, la situation reste difficile dans les zones rurales où les participants ont déclaré avoir des difficultés à vendre leurs produits agricoles en dépit du fait que les rendements ont été faibles suite à une sécheresse qui a suivi la période des semis en mai et juin. Si les agriculteurs ont réussi à vendre leurs produits, leurs ventes ont été faibles et les prix payés apparemment bas, de telle sorte que les ressources obtenues furent juste assez "*pour acheter du sel, du lait et du savon*", c'est à dire les besoins de base.

L'accès aux services de base tels que les centres de soins de santé de base, les écoles, les routes, l'eau potable, et de l'électricité reste aussi limité, notamment dans les zones rurales. Même lorsque les centres de santé et les écoles existent, ils sont loin de fournir les services attendus en termes de qualité, en raison d'un manque de ressources et de personnel qualifié. Les problèmes de maintenance des programmes d'adduction d'eau financés par les donateurs rendent difficile la fourniture d'eau potable (ce fut le cas dans deux villages). Bien que l'électrification rurale soit au cœur de slogans politiques, elle n'atteint pas les pauvres, qui s'empressent de dire que « *l'électricité passe au-dessus de nos têtes, mais nous ne la voyons pas* », en référence à la ligne à haute tension alimentée par le barrage hydroélectrique qui fournit la capitale en électricité. En ce qui concerne les routes, les participants ont soulevé la question de la détérioration des routes secondaires négligées. Les routes rurales sont « *rarement empruntées par les transporteurs, entravant ainsi l'accès des produits agricoles aux marchés, ainsi que leurs déplacements entre les villages et les villes.* » Comme prévu, la situation n'a pas beaucoup changé entre le début 2010 et la mi-2010. Ces faiblesses structurelles ont des implications graves pour le bien-être de la population, telle que le note ce commentaire d'une femme en milieu rural : « *Il y a des moments où les patients meurent à la maison ou sur le chemin de l'hôpital. L'école*

*publique est éloignée. Nos enfants parcourent cinq km pour y arriver. Les plus jeunes ne peuvent pas marcher cette distance. C'est pourquoi nous ne les inscrivons à l'école qu'à partir de sept ou huit ans.»*

#### **4.2. Revenus et consommation**

Pour la plupart des participants, les sources de revenus demeurent instables. La plupart des répondants aux GDD n'ont pas d'emploi salarié et ne bénéficiaient donc pas d'une source régulière de revenus. Les participants qui travaillent dans le secteur informel (marchands de détail, maraîchers, artisans, mineurs ...) gagnent leur vie grâce aux activités quotidiennes, et leurs revenus vont directement vers la consommation quotidienne au cours de la saison des pluies, période où la nourriture se fait rare. Les participants ont souligné qu'ils ne pouvaient pas raisonner en termes de profit ou de revenu journalier, mais plutôt en termes de « *portions rares et incertaines reçues* » pour répondre à leurs besoins fondamentaux. C'est pourquoi il est difficile pour eux de tenir un registre ou une comptabilité à la fin d'un exercice donné de leurs gains. A chaque fois que la question leur est posée, une réponse commune sera généralement donnée du type: « *Nous ne pouvons pas vous dire combien nous gagnons sur une base quotidienne ou mensuelle. Nous vivons au jour le jour. Il est révolu le temps où nous parlions de bénéfices à la fin de la saison de café ou d'arachide.*»

Les agriculteurs parviennent parfois à obtenir des emplois temporaires auprès de leurs voisins ou auprès de propriétaires fonciers. Si une journée de salaire varie d'un employeur à l'autre, la moyenne semble se situer autour de seulement 1.000 FCFA, ce qui équivaut à environ deux dollars américains. La plupart des participants ne bénéficient pas de sources externes de financements tels que les envois de fonds des migrants. En effet, seuls quelques participants ont indiqué recevoir l'aide d'un ami ou parent vivant en Europe ou ailleurs en Afrique. Cette aide est souvent fournie dans un but précis, et les fonds sont transférés une fois par an à la demande des bénéficiaires pour résoudre des problèmes spécifiques (frais de scolarité, achat d'une parcelle de terre arable...).

Pour ceux qui sont employés dans le secteur formel ou semi-formel (les entreprises forestières et les télécommunications, l'agro-industrie, ou les entreprises publiques), la principale source de revenu demeure le salaire, mais les participants à tous les niveaux ont indiqué que leurs revenus ont diminué à la suite de pertes d'emplois (chômage technique) ou baisse de leurs salaires (ce fut le cas des employés de la SOCATEL compagnie de téléphone qui est aux en proie à des grèves ayant engendré une longue crise en 2010). En conséquence, les

travailleurs se tournent vers d'autres activités souvent informelles telles que la gestion d'une petite entreprise, l'agriculture, l'élevage ou la production en vue de se procurer des moyens « *pour maintenir leurs ménages à flot.* »

En plus de l'instabilité du revenu, la plupart des participants ont un faible, voir très faible revenu qui ne leur permet pas de constituer une épargne substantielle ou de remplir les obligations familiales. Afin de faire face à cette contrainte, de nombreux ménages - à l'exception des veuves - ont une activité secondaire génératrice de revenus à petite échelle, comme l'agriculture, l'élevage des porcs, la vente de produits pharmaceutiques, ou un petit restaurant

Dans un tel contexte, les ménages ne choisissent plus leurs consommations alimentaires sur la base de la qualité de la nourriture consommée, mais plutôt sur la base de la quantité de nourriture à la portée de leurs bourses pour satisfaire leurs besoins caloriques. L'accent est mis sur les aliments à moindre coût, notamment les tubercules et feuilles de manioc : « *Avant la crise nous avions assez à manger, mais de nos jours c'est difficile de manger correctement. En fait, la qualité de la nourriture consommée n'est pas bonne, nous mangeons la même nourriture tous les jours.* » La consommation de légumes (par opposition à la viande) a augmenté de manière significative en Juin-Août 2010, par rapport au niveau observé début 2010 lors de la première série de GDD. Comme l'a expliqué un participant : « *Le lait et le pain sont abandonnés et sont remplacés par les haricots préparés avec de l'huile de palme (gbari) pour sa consistance qui peut permettre de tenir au-delà de midi. Le petit déjeuner est partagé par tout le monde. Le déjeuner (les restes du repas de la veille) est offert exclusivement aux enfants. Le dîner constitue le grand repas qui est partagé par toute la famille vers 16 heures.* »

Pour une famille pauvre de sept personnes, les dépenses alimentaires quotidiennes en Janvier 2010 s'élevaient à 1000 FCFA pour le manioc, la poudre de manioc, les feuilles, l'huile de palme, le sel et le bois ou le charbon pour la cuisson. Ceci est équivalent à seulement 143 FCFA (US\$ 0,3) comme dépenses par personne et par jour. Selon les participants, dans certains endroits en raison de hausses de prix, le montant minimum requis par un ménage pour acheter les mêmes produits aurait augmenté sur une période de six mois de près de 20 % (le taux d'inflation enregistré a été plus faible au niveau national en 2010, mais avait atteint près de 10% en 2009, suite à la hausse des prix des aliments de base et autres produits de nécessité). En conséquence, de nombreux ménages sont contraints à réduire leur consommation d'aliments à des niveaux dangereusement bas. En 2007, selon une étude du PNUD, 43 %

de la population de la RCA n'avait pas pu satisfaire ses besoins essentiels. La même étude estime que 60 % de la population rurale n'avait pas été en mesure d'atteindre un niveau de consommation normal (2.400 Kcal par jour et par équivalent adulte). La situation semble avoir continué à se détériorer dans l'été 2010. La plupart des ménages ne prennent qu'un petit déjeuner et un dîner dans la soirée ; seuls les jeunes enfants prennent deux repas en fonction de la capacité des parents à payer pour cela.

#### **4.3. *Stratégies d'adaptation des ménages***

Selon la majorité des participants, les groupes les plus affectés par les chocs sont généralement les femmes et les enfants, et parfois les personnes âgées. Par exemple, en cas de décès ou de perte d'emploi du chef de ménage, les femmes et les enfants sont susceptibles d'être particulièrement affectés. Deux effets sont en jeu: l'impact direct de la perte de revenu et un réaménagement du temps consacré aux diverses activités. Une perte de revenu peut aussi conduire à une nutrition inadéquate, ce qui pourrait affecter la croissance normale des enfants. Quant aux femmes, une perte de revenu pour le mari implique souvent une augmentation du temps de travail en dehors des corvées domestiques qui doivent toujours être assumées. Cependant l'augmentation des revenus du travail des femmes ne permet souvent pas de compenser les pertes de revenu subies par leur mari.

La division traditionnelle du travail dans le ménage reste la même, en particulier dans les zones rurales. L'homme est responsable des travaux sur les champs réputés difficiles, tandis que la femme est chargée de fonctions de désherbage et de récolte. Les enfants de moins de 12 ans sont responsables de la collecte de l'eau et veillent sur les plus jeunes. Les personnes âgées qui n'ont pas la capacité physique d'aller aux champs situés à cinq kilomètres prennent soin des « *cultures agricoles des ménages* », qui sont cultivées à l'aide d'un système de jachère et sont destinées à l'autoconsommation des ménages. Pendant la récolte, la femme se rend à la ville deux ou trois fois par semaine pour vendre les produits des champs (patates douces, bananes, oranges, tubercules, et feuilles de manioc), le bénéfice des ventes étant utilisé pour acheter le savon, le sel et l'huile. Mais en temps de crise la charge supportée par la femme augmente souvent en raison de la nécessité d'obtenir un minimum de revenus. Un homme de l'Association MBAYE VERT note que « *ceux qui vivent dans les zones périphériques (20-25 km) parcourent la distance à pied, portant de lourdes charges sur leur tête. Ils quittent la maison à 4h30 du matin pour arriver au marché ou à la ville vers 7 heures ou 8 heures. Après avoir vendu leurs produits, ils reprennent la même route*

*pour le retour. D'autres vont en ville dans un taxi-brousse dans des conditions extrêmement déplorables. Nous n'avons pas d'autre choix que d'entrer dans ces cercueils ambulants. Nous demandons toujours à Dieu de nous protéger.»*

En temps de crise les ménages sont contraints de réduire leurs dépenses (et à privilégier la quantité sur la qualité au niveau alimentaire, voire même à retirer les enfants de l'école et réduire les autres dépenses), tout en essayant dans le même temps de diversifier et élargir leurs sources de revenus. Ainsi nombreux sont ceux qui rejoignent les activités agricoles (notamment des anciens travailleurs dans les entreprises minières et forestières qui ont émigré vers la capitale), les petites entreprises informelles, l'élevage, ou le travail temporaire. La plupart des individus d'augmentent leur temps de travail, même si cela se fait à travers des activités à faible productivité qui ne génèrent pas de revenus importants. Comme un maraîcher l'explique : « *Nous prenons des emplois temporaires auprès de nos amis ou d'autres personnes. Nous augmentons également notre temps de travail au niveau du verger. Au lieu de 12 heures par jour, nous travaillons 14 heures ou 15 heures.* »

Pour les femmes, la nécessité de travailler des heures supplémentaires implique moins de temps consacré à s'occuper des enfants, ceci pouvant avoir des effets négatifs à long terme. Certaines mères en zone urbaine peuvent avoir à gérer un commerce informel sur les marchés pendant des heures, laissant les jeunes enfants à la garde d'enfants plus âgés ou de personnes âgées au sein du ménage. Les parents dans les zones rurales qui doivent aller aux champs ou au travail dans de petits ateliers laissent aussi leurs enfants pendant des heures avec des enfants plus âgés ou des anciens, et les enfants sont souvent nourris uniquement avec des fruits sauvages et des noix de palmiers en attendant le retour des parents. En conséquence, dans les zones urbaines et rurales, les enfants peuvent être victimes de maladies telles que le marasme (retard mental léger) et le 'kwashiorkor' ou peuvent même mourir à un âge précoce. Ces conditions peuvent être exacerbées par une crise et elles ont tendance à s'aggraver pendant l'été au cours de la période de soudure, quand les ménages attendent les nouvelles récoltes qui « *ne seront malheureusement pas abondantes en raison de la sécheresse.* » La nécessité pour les hommes de trouver du travail peut aussi les emmener loin de la maison pendant de longues périodes, comme c'est le cas quand ils migrent temporairement pour travailler sur les sites miniers. Parfois, les conjoints reviennent après six à sept mois sans ressources en raison de la crise.

En matière de scolarisation, dans les GDD tenus début 2010, la plupart des ménages ont essayé de garder les enfants à l'école. Cela s'est avéré difficile et quelques-uns ont souligné avoir eu à retirer leurs enfants de l'école en raison de la charge financière induite. Les frais par enfant dans l'école publique ont été au moins de 1,250 FCFA par mois début 2010 selon les participants. À la mi-2010, un changement dans la stratégie des ménages vis à vis de l'école semble avoir eu lieu, l'accès à l'école étant difficile (en raison des distances dans les zones rurales, et de la mauvaise qualité des écoles publiques et du coût des écoles privées dans les zones urbaines). En outre le rendement de l'éducation est faible compte tenu de l'état du marché du travail. Ainsi, de nombreux parents qui tentaient de garder leurs enfants à l'école au début de 2010 semblent avoir décidé de les mettre au travail, entre autres sur les petites exploitations agricoles, afin d'essayer de générer un revenu familial supplémentaire. En conséquence, un certain nombre de parents ont indiqué que leurs enfants avaient quitté leur école, ce qui pourrait conduire à la reproduction de la pauvreté au fil du temps étant donné que l'enfant d'une famille pauvre qui est ne peut fréquenter l'école devra simplement accompagner son père ou sa mère aux champs ou à l'atelier sans perspectives d'ascension sociale.

L'accès au crédit pourrait atténuer l'impact d'une crise, mais de nombreux participants représentant des métiers différents ont indiqué que l'accès au crédit est resté problématique tout au long de l'année 2010. Cet accès dépend étroitement de la disponibilité d'épargne et de l'ouverture d'un compte dans une banque. Comme de nombreuses activités qui ne pourraient être entreprises que par le canal du crédit « *ne leur procureraient toujours pas un revenu conséquent, aucune structure bancaire ne peut leur accorder confiance.* » Dans les zones rurales où l'épargne est encore plus rare (en raison de la disparition des cultures de rente comme le café, le coton et le tabac, les seules sources de revenu annuel stables), l'accès au crédit est simplement considéré comme un luxe pour les agriculteurs pauvres.

#### **4.4. *Stratégies Communautaires***

En période de difficultés ou d'urgence, la majorité des participants affirment qu'ils comptent principalement sur eux-mêmes parce que l'aide des autres n'est plus aussi facilement accessible qu'avant la crise. Par exemple, un travailleur forestier a expliqué: « *Quand je travaillais et que les choses allaient bien, les parents venaient me voir tout le temps, surtout à la fin du mois. Je leur donnais des cadeaux et de l'argent pour leurs épouses. Aujourd'hui, il n'y a plus personne à côté de moi. Je lutte*

*pour survivre. Mes enfants ne peuvent pas aller à l'école. Les aînés n'ont pas de tuteur en ville chez lesquels ils peuvent résider. Alors, ils se débrouillent du mieux qu'ils peuvent en logeant chez des amis.»* Des déclarations telles que « *Je compte sur moi* », « *Je vends mes affaires pour faire face aux problèmes* », ou encore « *J'emprunte à des taux usuraires* » et « *En temps de crise, qui peut vous aider? Vous avez à dépendre de vous-même* » reviennent constamment. Ceci témoigne de l'impact social de la crise et plus généralement d'un risque d'une désintégration progressive des réseaux de soutiens traditionnels africains, et notamment de la fonction de solidarité de la famille élargie.

Plus de 85 % des répondants qui ont vécu une situation d'urgence ou des difficultés au cours des six derniers mois ont déclaré ne pas recevoir d'aide et ont dû compter uniquement sur leurs propres moyens pour faire face à la crise (ce qui représente une proportion plus élevée que les 68 % observés dans l'enquête dans la section précédente). Certains reçoivent parfois le soutien de parents, d'amis ou de membres de leur communauté de foi (sous la forme de petites sommes recueillies auprès des paroissiens et de dons en nature après une période de deuil ou de maladie). Cependant, alors que les structures de soutien informel existent, leurs capacités sont loin de répondre aux besoins des ménages. Les cas de mauvaise gestion des activités communautaires et de détournement de biens publics sont aussi apparemment monnaie courante, ce qui empêche la formation d'associations de production et de soutien dans les villages enquêtés. Les réseaux d'aide officiels existent dans certains domaines, mais ils ne sont pas fonctionnels en raison d'un manque de ressources. Globalement, il y a donc très peu de réseaux d'aide formelle ou informelle opérationnels en faveur des groupes défavorisés de la population en temps de crise. Les plus connus sont les groupes religieux et les associations familiales, dont l'aide prend la forme de contributions financières trimestrielles ou mensuelles (allant de 200 à 500 FCFA) à la disposition des membres sur une base rotative. Mais encore une fois cela compense à peine l'ampleur des besoins.

Afin de survivre quand tout le reste échoue, comme alternative la plupart des ménages se tournent vers les communautés religieuses non seulement pour un soutien matériel, mais aussi un soutien moral et spirituel afin « *d'oublier leurs préoccupations par des consolations morales des autres, ainsi que la possibilité pour trouver une rédemption à travers la prière.* » Les communautés religieuses peuvent être en mesure de fournir un soutien et une assistance en cas de sinistre (décès, maladies et autres calamités), mais ce n'est jamais garanti ainsi que le remarque un participant : « *Je suis diacre (conseiller) dans mon église. Ça fait 2 mois*

*que mes deux enfants a été admis à l'hôpital. J'ai passé des nuits et des jours à leur chevet, mais ni mon pasteur, ni mes frères et sœurs de prière ne sont venus me voir. »* La plupart des organisations professionnelles telles que la Société des mineurs et des forestiers restent embryonnaires, mais néanmoins les participants expriment leur volonté de se constituer en groupes. Afin d'alléger les contraintes formelles d'accès au crédit, les communautés organisent des systèmes de tontines (groupes d'épargne rotative et de crédit) qui permettent de bénéficier de petits prêts (200-500 FCFA) ou d'établir des facilités d'assistance mutuelle à des fins de production agricole ou artisanale. Les tontines aient tendance à être plus fréquentes dans les zones urbaines. Dans les zones rurales les systèmes de soutien se manifestent davantage par un soutien moral (présence ou visite d'un tiers) et en particulier par l'assistance mutuelle pour les travaux agricoles.

## **5. Conclusion**

Le but de cette étude était de présenter une évaluation de certains des effets de la hausse des prix alimentaires et pétroliers, et de la crise financière sur le bien-être des ménages en RCA, ainsi qu'une discussion des stratégies que les ménages utilisent pour faire face aux chocs. Nous nous sommes appuyés sur des données quantitatives et qualitatives pour l'analyse. Alors que les résultats de l'analyse de l'enquête auprès des ménages sont nationalement représentatifs, le travail qualitatif a délibérément porté sur des groupes de ménages qui étaient plus susceptibles d'avoir été particulièrement affectés par la crise. De plus, alors que les travaux sur l'enquête des ménages sont basés sur des données de 2008, le travail qualitatif a eu lieu deux ans plus tard, en 2010. Il ne devrait donc pas être trop surprenant qu'au moins quelques-unes des conclusions de l'analyse soient différentes selon le type de données utilisées, mais des zones de convergence subsistent.

Trois grandes conclusions peuvent être tirées de l'analyse quantitative. Tout d'abord, sous les hypothèses des simulations effectuées, l'impact de la hausse des prix alimentaires et pétroliers est susceptible d'avoir eu qu'un impact limité sur la plupart des ménages, essentiellement parce que la majorité de la population ne consomme pas des quantités substantielles de produits importés dont les prix ont augmenté sensiblement sur les marchés mondiaux. Cependant, les données montrent aussi que de nombreux ménages ont tendance à être affectés par d'autres types de chocs. Enfin, les mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages peuvent compter pour faire face à différents chocs semblent très limités pour la plupart des chocs. La famille et amis peuvent accorder une

assistance, en particulier en cas de décès ou de maladie grave, et les organisations confessionnelles sont aussi actives, mais les soutiens extérieurs pour faire face à la plupart des chocs affectant les ménages apparaissent très limités.

Le travail qualitatif révèle une situation quelque peu différente en ce qui concerne l'impact de la crise, les ménages dans les groupes de discussions soulignant que la crise a eu un impact négatif significatif sur eux, même si quelques-unes des difficultés révélées dans les groupes de discussion et entretiens avec les ménages sont susceptibles d'être liées à la pauvreté chronique de certains ménages plutôt que la crise elle-même. En termes de répartition des types de ménages, les groupes de discussions suggèrent qu'un premier groupe de ménages déjà très pauvres (les veuves, les femmes en zones rurales, et les agriculteurs) a probablement été moins touché par la crise car ce groupe a tendance à être moins lié par ses sources de revenus et habitudes de consommation aux marchés mondiaux. En revanche, un second groupe qui comprend les travailleurs du secteur public et des secteurs d'exportation, les artisans et les commerçants semble avoir été plus gravement affecté. Néanmoins, les deux groupes ont estimé que leur situation s'est détériorée au fil du temps. De plus, indépendamment de la crise économique, les conditions météorologiques ont joué un rôle dans cette dégradation, en raison de récoltes faibles et du fait que les produits comestibles qui peuvent normalement être obtenus librement (chenilles, champignons, termites ailés, etc.) ont été plus rares suite au manque de pluie. Ces effets combinés à la hausse des prix des denrées alimentaires ont affecté la consommation alimentaire des ménages. Cette consommation déjà basée sur les denrées les moins chères disponibles s'est dégradée en termes de qualité et de valeur nutritive, conduisant ainsi à des risques accrus pour la santé en particulier pour les enfants et les personnes âgées.

Les GDD ont confirmé les résultats de l'analyse quantitative concernant la faiblesse des mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages peuvent compter. En outre, la plupart des ménages n'ont pas accès au crédit. Bien que des mécanismes informels tel que les "tontines" existent, ils ne peuvent fournir que de très petites sommes d'argent à ceux qui ont besoin d'aide. Les communautés de base, et surtout les églises et les organisations confessionnelles, essayent de maintenir des filets de sécurité informels de dernier ressort, mais même ceci n'a qu'une portée limitée. Ainsi, dans l'ensemble, même si l'on peut dire avec raison que l'impact de la crise sur la population dans son ensemble - et surtout de la hausse des prix alimentaires et pétroliers - a peut-être été moins profond que dans certains autres pays, le fait que la majorité de la population soit

déjà extrêmement pauvre et que les ménages ne peuvent compter sur de solides filets de sécurité informels suggèrent que, pour ceux qui ont été affectés par la crise, l'impact négatif de la crise sur leur bien-être a été fort significatif.

## **Références**

- Backiny-Yetna, P., and Q. Wodon, 2010, Profil et corrélats de la pauvreté en République Centrafricaine en 2008, *Perspective Afrique*, 5(1-3): Article 3.
- Charny, J. et Woodfork, J. C. 2007, *The Central African Republic: Worsening Crisis in a Troubled Region*, United State Institute of Peace, Washington DC.
- International Monetary Fund, 2010, *Central African Republic: Sixth Review Under the Arrangement Under the Extended Credit Facility and Financing Assurances Review*, Staff Report No. 10/332, Washington DC.
- Jauer, K., 2009, *Economic crisis hits Central African Republic*, The Humanitarian and Development Partnership Team (HDPT), Bangui.
- Keller, W., 2010. *Central African Republic's Reforms Enter Crucial Phase*, African Department, IMF Survey, Washington DC.
- Mercy Corps, 2010, *Coping with the Economic Crisis*, Bangui.
- Tebero J., D. Nabena, et P. Bonder, 2010a, Rapid Assessment of the impact of the Economic Crisis on Poor Households in Central Africa Republic, First Round, mimeo, February, Bangui.
- Tebero J., D. Nabena, et P. Bonder, 2010b, Rapid Assessment of the impact of the Economic Crisis on Poor Households in Central Africa Republic, Second Round, mimeo, September, Bangui.
- World Bank, 2011, *Country Partnership Strategy Progress Report for the Central African Republic*, Report No. 59874-CF, Washington, DC.